

# Futur-es retraité-es : leur situation va se dégrader



*Communiqué FSU - Les Lilas le 17 décembre 2015*

Le COR a adopté son rapport consacré à la situation des retraités en France.

Très détaillé, le rapport reprend des éléments de constats et d'évaluation actuels montrant comment la situation des retraité-es s'est améliorée en 20 ans ; toutefois les bénéficiaires de minima sociaux et de petites retraites se retrouvent avec des reste-à-vivre de plus en plus maigres. Il intègre des éléments prospectifs montrant que le niveau de vie des retraité-es devrait diminuer après le milieu des années 2020.

S'il revient sur les inégalités entre retraité-es (hommes/femmes, conditions de logement, renoncement aux soins, à l'alimentation...voire l'impact des structures familiales sur le niveau de vie), le rapport met particulièrement en lumière le poids de plus en plus important des dépenses de santé et de celles liées à la perte d'autonomie pour les « petites » retraites et les personnes de plus de 75 ans. Il regorge de constats comme par exemple le reste à charge concernant l'hébergement en établissement qui est aujourd'hui de 1720 € / mois pour les personnes âgées dont le revenu est compris entre 1200 et 1400 €.

Ceci est d'autant plus préoccupant que la pension relative baissera dès 2015 pour les femmes et les hommes. En 2060, le COR prévoit que la pension nette issue de droits directs pour les résidents en France vaudra de 45% à 58% du salaire moyen net.

Les inégalités entre les femmes et les hommes ne seront pas résorbées en 2060 où les retraitées ne toucheront que l'équivalent des 4/5 de la pension d'un homme et ce, alors même que les dispositifs de solidarité permettent de corriger partiellement ce rapport.

La FSU ne se satisfait pas des progrès passés s'ils sont remis en cause dès maintenant. Les retraité-es contribuent indéniablement au lien social et à la solidarité intergénérationnelle. Ils sont aujourd'hui clairement victimes des politiques d'austérité alors que leurs dépenses contraintes continuent de progresser. Le rapport est alarmant sur le futur des retraité-es si rien ne change du point de vue de politiques mises en œuvre : l'écart entre niveau de vie des actifs et celui des retraités est appelé à se creuser.

Le choix de la réduction des droits est sans fin si on n'agit pas sur le levier des recettes supplémentaires : c'est bien la question du financement des retraites qui est le cœur du problème.